Jacques Dofny (1923-1994)

Directeur du Département de sociologie
de l'Université de Montréal

(1978)

“ Vers un mouvement socialiste québécois ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jacques Dofny, “ **Vers un mouvement socialiste québécois** ”.

Un article de Jacques Dofny, “ **Vers un mouvement socialiste québécois** ” dans la revue **Politique aujourd'hui**, Paris, no 7-8, 1978, pp. 179 à 190. [Dossier: Québec : de l'indépendance au socialisme].

M. Jacques Dofny était, au moment de la publication originale de cet article professeur du département de sociologie de l'Université de Montréal.

Mme Céline Saint-Pierre, sociologue à INRS-urbanisation, de l'Université du Québec, nous a obtenu, le 29 décembre 2003, de Mme Jacques Dofny, l'autorisation de diffuser la totalité de l'œuvre de son défunt mari. Une immense reconnaissance à Mme Saint-Pierre d'avoir rendu ce projet de diffusion de l'œuvre de l'un des pionniers de la sociologie au Québec possible.

Celine_Saint-Pierre@INRS-UCS.Uquebec.Ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 31 décembre 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

1. [Le marché américain](#)
2. [Les sous marchés](#)
3. [La triple structure sociale](#)
4. [Les structures différentes du Québec](#)
5. [Les tentatives de la gauche](#)
6. [La gauche aujourd'hui](#)
7. [La gauche face au PQ](#)
8. [Les positions syndicales](#)
9. [Les obstacles actuels](#)
10. [Les chances profondes du socialisme au Québec](#)

“ Vers un mouvement socialiste au Québec ”

Jacques DOFNY, sociologue
Professeur, Département de Sociologie de l'Université de Montréal.
1978

Introduction

La stratégie du mouvement socialiste au Québec suppose une analyse qui intègre les variables structurelles et conjoncturelles, qui tienne compte des tentatives passées et présentes, et examine par priorité l'état des forces ouvrières organisées, les traditions qu'elles portent, les contraintes dans lesquelles elles agissent mais aussi leur potentialité de rupture avec celles-là ou de brisure avec celles-ci.

1. Le marché américain

[Retour à la table des matières](#)

La plus déterminante de toutes les structures est celle du marché. Le marché québécois est une pièce intégrée du marché américain globalement. Le Canada est le plus important client du capitalisme américain et réciproquement ; de même le Canada anglais est le plus important client du Québec et réciproquement. Il ne s'agit pas seulement de l'échange de biens matériels.

Tout au long de la frontière canadienne, de Halifax sur l'Atlantique à Vancouver sur le Pacifique, de puissants émetteurs de radio et de télévision font passer le modèle américain jour et nuit, le massage est continu. La radio et la TV d'état canadiennes émettent aussi vers les États-Unis, mais on ne reçoit pas à New-York les nouvelles télévisées de Montréal ou de Toronto, alors que dans ces mêmes villes on reçoit celles de New-York. Toute cérémonie d'état américaine pourra être suivie intégralement au Canada (récemment les funérailles de H. Humphrey). Bien entendu les cinémas et la distribution des journaux hebdomadaires et mensuels sont sous contrôle de Compagnies américaines. Cependant au Québec on est toujours frappé par l'absence d'agressivité dans la population à l'égard des États-Unis, comparée à l'agressivité manifeste à l'égard des canadiens anglais et l'agressivité sourde et comme venant d'un vieux rituel à l'égard de la France. (Il faut dire qu'en contre-partie la phrase si souvent prononcée de nos « cousins du Québec » a un de ces relents parisiens à l'égard de nos « cousins de la campagne » qu'il est difficile de supporter).

Le système de relations industrielles est américain, à quelques variantes près. Il date de Roosevelt et du New Deal, il accorde une reconnaissance syndicale obligatoire (obligation de contracter une convention collective) qui n'est obtenue que lorsque 51% des travailleurs la demandent formellement. Là où ce n'est pas le cas les travailleurs n'ont aucune protection syndicale. Au Québec 40% des travailleurs sont couverts par de telles conventions. La retenue syndicale est faite par le patron sur le salaire et versée au syndicat. En contrepartie, il n'y a pas de grève en cours de convention. Comme ces conventions échoient à des dates distribuées sur tout le calendrier on comprend que par cette disposition une grève générale est nécessairement illégale et comme ces conventions sont passées au niveau de l'entreprise, toute grève sectorielle est tout aussi impossible, sauf dans la fonction publique et l'on s'apprête à la réglementer. Le droit du travail tout autant que le droit au travail reflètent d'une conception et d'une domination américaine.

2. Les sous marchés

[Retour à la table des matières](#)

Si l'on part de cette vision du marché américain et qu'on distingue dans l'ensemble de la population active d'Amérique du Nord des sous-marchés, tels que celui de l'emploi féminin, des jeunes, ou de certains groupes ethniques, Noirs, Chicanos, etc., on s'aperçoit que la classe ouvrière québécoise constitue un de ces sous-marchés dont la caractéristique principale est de payer plus et d'être moins payée. Bien plus, dans la mythologie canadienne, les Canadiens

français ont toujours été qualifiés de « porteurs d'eau et scieurs de bois » ce qui indique une vision presque « domestique » de l'ensemble de ce groupe ethnique. Que dans leur grande majorité ces Canadiens français aient toujours été depuis la conquête en état d'infériorité se prouve facilement par le fait qu'encore aujourd'hui au Québec parmi les 13 groupes ethniques statistiquement inventoriés ce sont les 10% de canadiens anglais d'origine britannique qui jouissent du revenu moyen le plus élevé, alors que dans la province voisine de l'Ontario, *un nombre à peu près équivalent* de Canadiens français qui y sont installés de longue date (les Franco-ontariens) « jouissent » du *salairé moyen* le plus bas.

3. La triple structure sociale

[Retour à la table des matières](#)

Le débat sur la question nationale et la structure des classes au Canada omet trop souvent cette réalité, soit que les uns privilégient la notion de classe ouvrière *canadienne* et perçoivent celle-ci comme étant en lutte dans l'État canadien contre la bourgeoisie canadienne, soit que d'autres confinent leurs analyses à la classe ouvrière *québécoise* en lutte contre une bourgeoisie et une petite bourgeoisie canadienne et québécoise.

La première analyse, portée principalement par le NDP, sorte de parti travailliste modéré canadien anglais, puis par les maoïstes et il y a peu encore par les trotskystes de la tendance lambertiste, rejette la spécificité de la classe ouvrière québécoise et ne manque jamais de souligner la présence au Québec d'une fraction de la classe ouvrière anglophone (argument que les « socialistes » canadiens anglais ne cessent de mettre de l'avant pour combattre l'argumentation qui tend à lier action de classe et action nationale au Québec). Ces travailleurs anglais nés ou résidant au Québec sont peu nombreux et leurs votes accompagnent généralement ceux de la bourgeoisie.

La seconde tendance qui confine l'analyse de la classe ouvrière québécoise au Québec glisse facilement dans une intégration au mouvement national tel qu'il est dirigé actuellement par une fraction de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie québécoise. Pour eux la question nationale est prioritaire, elle doit être réglée si l'on veut que les énergies des groupes sociaux puissent se concentrer ensuite sur la question sociale. Cette analyse conduit à s'intégrer dans le Parti Québécois de René Lévesque et à accepter temporairement le leadership des fractions de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie.

La faiblesse de ces deux courants d'analyse est de négliger de poser le problème de la classe ouvrière québécoise dans son cadre institutionnel le plus fondamental, celui que nous avons indiqué plus haut, le marché américain. Il faut recourir à l'analyse d'un triple système de niveaux de stratification imbriqués l'un dans l'autre. La structure économique fondamentale est nord-américaine ; ceci ne néglige pas une structure économique où dominent les canadiens anglais, mais celle-ci même se trouve dominée par une instance supérieure qui est américaine. La structure politique est sous dominance canadienne anglaise (tels qu'en témoignent, pour prendre les exemples les plus éclatants, l'Armée, les Affaires étrangères, l'Immigration, sans oublier cependant que la politique étrangère suit fidèlement la politique étrangère des États-Unis, et la défense canadienne qui, plus qu'aucune autre, est évidemment intégrée au système de défense des États-Unis). C'est au plan social et culturel qu'on retrouve une certaine autonomie québécoise ; l'enseignement (et encore...), la santé, la police provinciale, en parallèle avec la gendarmerie canadienne beaucoup plus puissante, la justice en ce qui regarde les relations de travail, le droit civil, mais le droit public et pénal sont du ressort fédéral. Récemment lors d'un pourvoi en cour suprême (cassation) canadienne d'une cause québécoise, on constata à lire le jugement, qui donnait tort au Québec, que les six juges étaient canadiens-anglais. Les verrous sont solides et bien placés. Les relations de travail sont aussi de juridiction provinciale. Ainsi les conflits quotidiens, qui sont secondaires par rapport aux structures institutionnelles qui les sous-tendent, mais qui font la manchette et irritent l'opinion publique sont attribués à la responsabilité des québécois : syndicat ou gouvernement provincial. La presse de langue française appartient à des canadiens français, mais les informations de la radio et de la télévision « nationales » sont canadiennes (même si l'on se plaint au gouvernement fédéral que la radio canadienne francophone est un nid de séparatistes). Bien sûr l'institution la plus ancienne, historiquement la plus puissante, du Québec c'est l'église catholique. Elle a traditionnellement accepté la domination politique et économique par les Canadiens anglais en échange du respect par ceux-ci de la langue, de la religion et de son idéologie, omniprésents dans les églises, les écoles, les familles, les associations sociales et leurs « œuvres ». Sans oublier particulièrement le mouvement d'action catholique JEC, JAC, JOC, et le syndicalisme chrétien qui devait faire pièce au syndicalisme américain athée et perçu comme de tendance socialiste au début du siècle.

Les acteurs sociaux, individus, groupes, classes et fractions de classe du Québec, se meuvent, grimpent, sont en conflit, dans une triple structure. La structure économique de base est à dominance américaine. L'autonomie canadienne plus grande au niveau politique n'en est pas moins dans une étroite imbrication avec la politique américaine. Quant à la structure socioculturelle la plus canadienne française elle est cependant pénétrée continuellement par la production ou le contrôle socioculturel des États-Unis et de l'État canadien.

« Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ? »

À partir de cette conception des données structurelles où s'inscrit le destin du socialisme québécois il est important de poser la vieille question de Schumpeter « Pourquoi n'y a-t-il pas de socialisme aux États-Unis ? » Des réponses qu'on donne à cette question on peut tirer quelques éléments de réponse à la question « le socialisme est-il possible au Québec ? ».

On sait qu'un mouvement socialiste et même un parti socialiste américain ont connu une grande vitalité au début du siècle. À travers les États-Unis on recensait plus d'un millier d'élus socialistes soit dans les municipalités ou les législatures d'états (il n'y en avait guère plus en Angleterre au début du siècle). Si le candidat socialiste ne recueillait que 6% des voix lors de l'élection présidentielle de 1912, la confédération des syndicats (American Federation of Labor ne comptait pas moins d'un tiers de ses membres se déclarant socialistes.

Cependant à partir de la période 14/18, c'est un effacement progressif que ne ressuscitera même jamais la grande crise des années trente.

Les raisons invoquées par les historiens, politicologues et sociologues sont principalement celles-ci. D'abord les États-Unis naissaient au système démocratique, sans héritage aristocratique ou militaire. La domination des White Anglo-Saxon Protestants imposaient une idéologie de réussite dans les affaires, chez une population pour qui les occasions d'entreprendre ne manquaient pas dans ce continent à conquérir, Les immigrants qu'ils appelèrent ensuite, étaient souvent des paysans ou des travailleurs industriels dont le premier souci était de s'intégrer et de réussir socialement, non de se révolter. Ce ne sont pas moins souvent les immigrants qui ramenèrent dans leur besace livres, tracts et pamphlets socialistes. Lors des grèves importantes de la fin du XIXe on a vu ces travailleurs immigrants se montrer loyaux au combat. Les sociologues ont toujours insisté sur la souplesse des structures sociales, permettant une capillarité sociale (dont cependant nous n'avons pas de mesure précise pour le XIXe) qui fissurait continuellement l'homogénéité des classes. D'autre part la classe dominante profitait des clivages ethniques et de leurs rivalités dans les classes ouvrières et moyennes. Par dessus tout la croissance fantastique de l'économie américaine assurait plus sûrement l'enrichissement de toute la population que ne l'eut fait une politique de redistribution des revenus. Enfin au plan de la stratégie politique certains politicologues ont constaté le refus des socialistes américains d'entrer dans une coalition libérale travailliste qui assura la réussite du parti travailliste en Angleterre. La crainte de perdre la pureté idéologique et sociale du parti lui a peut-être coûté l'existence et a assuré la permanence du système de l'alternance de deux partis beaucoup plus souples que les partis européens et capables de réduire, d'intégrer ou d'assi-

miler complètement les mouvements contestataires. Ce sont plus des partis populistes et moins des partis de classe.

4. Les structures différentes du Québec

[Retour à la table des matières](#)

Il n'est pas facile de comparer les 6 1/2 millions de québécois aux 220 millions d'américains. Beaucoup d'américains auraient tendance à considérer les provinces canadiennes comme les huit ou neuf états américains dont l'étoile n'apparaît pas (ou pas encore) sur leur bannière. Le Québec serait l'un de ces Xème états américains. Mais on peut voir aussi de l'autre côté du continent, le Mexique géographiquement moins grand que le Québec mais avec une plus forte population ou Cuba, beaucoup plus petit et guère plus peuplé. Les arguments expliquant l'échec du socialisme aux États-Unis ne jouent pratiquement pas au Québec. C'est un pays pauvre et qui le restera jusqu'à la première guerre mondiale, et qui n'atteindra un niveau de vie moyen élevé qu'avec la seconde guerre mondiale. C'est un pays d'émigrés mais dont la population s'est construite d'elle-même par un des taux de natalité les plus élevés qu'on ait connu. L'Église catholique ne se montrait pas particulièrement soucieuse d'entreprendre (si ce n'est la conversion des protestants), elle formait, dans les écoles dont elle avait le monopole absolu, des élites d'abord religieuses, puis humanistes que l'on trouvait concentrée dans les professions libérales : médecin, avocat, juge, notaire, etc. Pas d'immigrants ou peu, mais un groupe ethnique dominant, les canadiens d'origine britannique; une situation coloniale, qui pas plus que l'aliénation religieuse ne favorisait les entrepreneurs canadiens français, mais au contraire l'entretenait soigneusement. La société québécoise n'a connu que quelques exemples d'entrepreneurs dont les affaires étaient dispersées par de trop nombreux héritiers ou éteintes par les restrictions de crédit des banques anglaises lorsque la conjoncture était à la baisse. C'est donc principalement une bourgeoisie issue de l'autre groupe ethnique qui installe l'industrie ; plus tard, dès le début du siècle, les capitalistes américains prirent la relève (on peut noter déjà ici que le capitalisme américain a depuis lors intensifié ses opérations dans le reste du Canada, certains y voient les causes de l'éveil tardif d'un nationalisme canadien anglais). La concurrence du « cheap labor » canadien français, pousse les syndicats américains à venir installer des « branches » au Québec dès la fin du XIXe siècle. De là viennent les liens encore très étroits, organiquement, entre une majorité de syndicats affiliés à la Fédération des Travailleurs du Québec

et les Organisations de l'AFL-CIO Américains. Toutes ces « branches » se trouvent en outre réunies dans un conseil intermédiaire canadien, le Conseil du Travail du Canada, où les représentants des branches québécoises sont un peu moins infériorisées qu'elles ne peuvent l'être lors des Congrès de l'AFL-CIO.

En réponse à cette avancée de syndicats protestants ou athées, l'Église du Québec constitue au sein de son mouvement d'Action Catholique, un syndicat, la Confédération des Travailleurs Catholiques Canadiens, espérant y intégrer non seulement les travailleurs canadiens des autres provinces mais encore les travailleurs irlandais catholiques de tout le Canada. Syndicats de boutique pendant les premières décennies de leur existence sous la houlette des aumôniers et de la doctrine sociale de l'Église. Au fil des conflits, sous la dure répression du régime Duplessis (1936-1959) ils forgèrent un syndicalisme de combat, se laïcisèrent et sont aujourd'hui ceux qui portent le plus dans la classe ouvrière une idéologie de classe et de lutte de classe. ils s'appellent maintenant : les syndicats nationaux.

5. Les tentatives de la gauche

[Retour à la table des matières](#)

De la configuration particulière de ses structures sociale, économique et politique s'est toujours dégagée une forte identité québécoise. Ce groupe dominé politiquement, économiquement, socialement, fortement retranché sur son territoire ne pouvait connaître qu'une puissante solidarité face aux étrangers, qu'accompagnait inmanquablement des conflits internes qui faisaient prendre pour politique ce qui était rivalités locales. L'Église, la bourgeoisie collaborationiste, la bourgeoisie anglaise s'entendaient pour maintenir les débats politiques dans ces limites. Cette bourgeoisie et cette Église catholique trouvaient même plutôt un soutien à Londres contre d'autres canadiens plus soucieux d'accroître les pouvoirs de l'État canadien.

La classe ouvrière n'a pas eu voix au chapitre. Le découpage en comtés électoraux a toujours favorisé la représentation des campagnes. C'est l'afflux massif de ces populations vers Montréal qui commence à donner une voix électorale aux travailleurs industriels, mais aujourd'hui encore les poids relatifs sont tout à fait disproportionnés. Historiquement la métropole était la zone de recrutement privilégiée du parti libéral partageant plus souvent ses

votes entre la métropole et Québec. La majorité du reste de la province votait Union Nationale à partir de Duplessis et avant cela.

Il faut attendre 1945 pour qu'un député communiste soit élu dans Montréal. Cela ne se produisit qu'une seule fois. Depuis lors jusqu'aux années 70, Union Nationale et Parti Libéral se partageaient le pouvoir, inquiétés pendant quelque temps par un parti populiste de droite le Crédit Social qui menaça quelques bastions ouvriers du Lac St-Jean (Alumineries Alcan) au point que Jean Marchand, alors président des syndicats nationaux vola au secours du parti libéral que sa longue opposition au régime duplessiste avait fortement rapproché de syndicats catholiques. Sous le même Duplessis, la chasse aux sorcières macarthyste dans les rangs d'AFL-CIO n'avait pas manqué de se faire sentir dans les « branches » québécoises, et avait rapproché la Fédération des Travailleurs du Québec, du gouvernement en place. Le gouvernement de Jean Lesage qui renversa le vieux régime duplessiste accorda le droit de se syndiquer à tous les fonctionnaires et, de même que le gouvernement canadien entend que ses fonctionnaires soient syndiqués dans une « union » canadienne non affiliée à l'AFL-CIO, de même le gouvernement québécois préféra que ses fonctionnaires soient affiliés à un syndicat purement québécois et non aux unions affiliées à des syndicats canadiens ou américains. Le marché de l'emploi nord américain trouve ses limites dans la fonction publique.

Vers la même époque, était constitué au Canada un nouveau parti politique « The New Democratic Party » (héritier du Cooperative Commonwealth Federation - CCF - 1933) qui avait mené une longue bataille sur des positions réformistes contre le Parti Communiste Canadien, particulièrement à l'intérieur de l'AFL et du CIO canadiens. Le nouveau parti s'appuyait sur la réussite du CCF au plan provincial, il avait conquis le gouvernement de la Saskatchewan en 1944, il avait fait élire dès 1935, sept députés à Ottawa.

Le New Democratic Party tenait son congrès de fondation canadien à Ottawa en 1961. Dans l'année qui suivit devaient être créés les branches provinciales de ce parti, au Québec notamment. Lors du congrès de fondation en 1962 les parties constituantes se séparèrent sur un compromis. Un parti socialiste (P.S.Q.) était créé, indépendant du New Democratic Party. Il

œuvrait au plan des élections provinciales. Il était socialiste et prônait une planification qui avait son centre à Québec. Le Nouveau Parti Démocratique de sont, côté mettait sur pied son aile provinciale œuvrant uniquement au plan des élections fédérales. L'appartenance aux deux partis était admise. Mais, à peine cette entente fut-elle conclue que le New Democratic Party, et l'aile la plus conservatrice de la Fédération des Travailleurs du Québec, attaquèrent violemment le Parti socialiste du Québec. La FTQ, d'anciens membres du CCF et du PSD (formation québécoise de ce parti) ainsi que des militants de la

CSN (à titre personnel) avaient œuvré à la création du NDP-Québec ; bon nombre d'entre eux restèrent dans ce Parti socialiste présidé d'ailleurs par le responsable de la Fédération de la chimie, aujourd'hui secrétaire général de la FTQ, Fernand Daoust.

Lorsque se tint l'année suivante à Québec le Congrès de fondation du Parti socialiste c'est un militant de la CSN, Michel Chartrand, aujourd'hui président du Conseil Central de Montréal, qui le remplaça à la tête du Parti. Chartrand avait été candidat du PSD, au Saguenay en 1958, lors d'une élection fédérale il avait obtenu 11,000 voix, résultat qui ne fut jamais atteint au Québec, ni avant, ni après. Cette première tentative d'implanter un parti socialiste au Québec avec l'appui des centrales syndicales, dura quatre ans, proposa un programme socialiste qui prônait comme solution de la question nationale la formule de deux États Associés, se substituant à l'actuelle confédération. La direction de la FTQ. on l'a vu, se désintéressa, et même combatit le PSQ ; quant à la CSN, son leader Jean Marchand qui allait bientôt devenir ministre libéral à Ottawa, entendait bien garder des liens privilégiés entre la CSN et les libéraux. C'était encore l'hiver du socialisme.

Mais l'ouverture et la rénovation du système scolaire, l'arrivée dans les Universités d'éléments nouveaux, allaient provoquer un bouillonnement d'idées socialistes et nationalistes au sein de la nouvelle intelligentsia. Les contacts avaient repris avec la France. Serge Mallet apportait le salut de PSU au Congrès du PSQ et publiait pour la première fois dans un hebdomadaire français une série d'articles qui annonçaient à ses lecteurs la naissance d'un socialisme, Jacques Berque et A. Memmi venaient promouvoir les thèses de la décolonisation. Des revues naissaient : Socialisme '64, Partis-Pris. Les poètes et chansonniers québécois annonçaient la libération, quelques groupes d'étudiants tiraient éclater des grenades dans les quartiers résidentiels anglais.

Le gouvernement libéral de la révolution tranquille connut la défaite en 1966; Johnson à la tête de l'Union Nationale lui succéda. Si Lesage avait déjà accéléré la revendication à l'égard du pouvoir fédéral, Johnson poursuivit cette politique mais sur un registre plus élevé. Si ce pacte confédéral ne pouvait pas être renégocié entre les deux nations fondatrices, alors il faudrait envisager l'indépendance du Québec. De Gaulle vint, à son invitation, qui ne demandait pas mieux que de souffler sur ce feu. René Lévesque, numéro deux du cabinet Lesage, quitta le parti libéral alors dans l'opposition pour fonder son mouvement « Souveraineté Association ». Un mouvement plus nettement nationaliste mais sans prétention socialiste, s'était créé en 1960 Le Rassemblement pour l'Indépendance Nationale. Lévesque les invita à se joindre à un nouveau parti, le Parti Québécois, où il accueillit en même temps un des leaders du Parti du Crédit Social en perte de vitesse.

Ainsi, nationalisme et socialisme s'étaient développés simultanément après la chute du vieux régime et dans la mouvance de la révolution tranquille. Le Parti Québécois que fonda René Lévesque présenta un programme, lors de son Congrès de fondation qui réclamait l'indépendance totale et immédiate du Québec et prônait un régime social démocrate. A partir de là ce parti mobilisa un grand courant d'opinion jusqu'à sa victoire en novembre 1976.

6. La gauche aujourd'hui

[Retour à la table des matières](#)

Les États-Unis ajustent leurs nouvelles structures sociales et économiques à la phase suivante du capitalisme, assimilent idéologiquement et commercialement les inventions de la contre-culture, ne diminuent pas l'extension de ses multinationales, (contrairement à certaines déclarations de Carter pendant sa campagne), laissent à des Noirs la magistrature de certaines grandes villes, font place aux femmes, et ne cachent plus l'homosexualité. Ils arrivent aussi à ramener le taux de chômage à 6,4%. L'atmosphère n'est plus aux grandes crises politiques (Vietnam et Watergate) pas plus qu'aux grands conflits internes (étudiants, noirs, femmes). La diplomatie s'évertue à changer de cap. L'armée met au point un nouvel arsenal. La victoire du parti démocrate fait tomber l'excitation de la gauche. Mais Castro, dans un interview récent, continue à croire que le socialisme s'y développera inéluctablement.

Le Canada ressent beaucoup plus durement les effets de la crise et de l'inflation. Le chômage dépasse les 10% (au Québec 11.4%). Le gouvernement Trudeau s'est usé en 8 ans de pouvoir. Sa chance de survie réside encore une fois dans la poussée nationaliste du Québec : tant au Québec que dans le reste du Canada, les tenants de l'unité canadienne pensent qu'il en est sans doute encore le meilleur gardien. La partie se joue au Québec, mieux vaut un québécois expérimenté et déterminé pour colmater la brèche.

Le Parti Québécois quant à lui joue une partie difficile. Si son programme prévoyait, en cas de victoire l'ouverture de négociation immédiate avec Ottawa en vue de l'indépendance, il a adopté lors de la campagne électorale elle-même un ton si modéré qu'il ne fut pratiquement pas question d'indépendance. Dès la victoire René Lévesque, enfin premier ministre, reparle de souveraineté -association. Il s'agit donc de reprendre la formule des États Associés. Les cœurs sont moins soulevés, les goussets se rassurent.

Du programme social démocrate, on ne voit guère d'application : une demie-assurance automobile d'état, un projet de nationalisation d'une mine d'amiante (rien d'autre avant 10 ans a déclaré Lévesque récemment à la revue américaine Newsweek) pas de retrait du Nato (prévu aussi au programme), quelques mesures nouvelles en matière de relations industrielles principalement l'interdiction à l'employeur d'employer des briseurs de grève. D'autres mesures sociales qui paraissent bien mineures par rapport au programme. Assurément une gauche ne peut trouver là de quoi se rassasier.

Où est-elle cette gauche du Québec ? Après la disparition du Parti socialiste du Québec, après l'absorption du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale par le Parti Québécois, deux événements d'importance se sont produits. Les années 68/69 furent les grandes années de la contestation étudiante ici, comme partout, accompagnant la disparition du syndicalisme étudiant, mais aussi la participation aux partis politiques (il est rare de voir des partisans du parti québécois se manifester dans les Universités aujourd'hui). Puis vint le FLQ et le coup de tonnerre de radicalisme du FLQ, l'enlèvement de l'attaché commercial anglais à Montréal, l'enlèvement subséquent du ministre du Travail provincial, Pierre Laporte, et sa mort dont toutes les conditions n'ont jamais été éclaircies. Les ravisseurs de Crosse avaient exigé en cours de négociation la communication par radio et TV d'un communiqué, manifeste le plus socialiste et le plus nationaliste qu'ait connu le Québec et qui fut entendu avec stupeur et émotion par beaucoup de québécois. Puis ce fut la répression militaire, totalement disproportionnée, suivie dans la gauche par un silence politique que le Parti Québécois allait mettre à profit.

7. La gauche face au PQ

[Retour à la table des matières](#)

La gauche, on pourrait dire qu'elle est partout et nulle part. Il y a une gauche dans le Parti Québécois; il a recueilli à lui seul environ 50% du vote ouvrier exprime ; lors des dernières élections les trois centrales syndicales n'ont pas caché leur préférence pour un vote péquiste. Il y a de nombreux militants syndicaux à la base dans le PQ mais il est évident que le gouvernement péquiste n'est pas et ne cherche pas à être un gouvernement de gauche, il se veut parti de tous les québécois et indépendant en tant qu'organisation, aussi bien du patronat que des syndicats. D'autre part il ne peut que se montrer

bienveillant à l'égard des capitaux d'où qu'ils viennent. Sa stratégie électoraliste lui impose de plaire à tous et de ne déplaire à personne. Ce n'est pas simple. En l'absence d'un mouvement socialiste organisé, il peut même se permettre de faire plus d'efforts pour aller chercher des voix à droite qu'à gauche.

8. Les positions syndicales

[Retour à la table des matières](#)

Les syndicats ne peuvent pas être traités en bloc. Si les appareils manifestent des options socialistes, ils ne peuvent ignorer, surtout les enseignants, les options nationalistes de larges fractions de leurs membres. Certaines fédérations se déclarent nettement en faveur du gouvernement, telle l'importante fédération de la métallurgie (branche des « steel workers of America »). À d'autres niveaux tel le Conseil Central de Montréal (confédération des syndicats nationaux), on est opposé à toute collaboration avec le gouvernement.

À cela s'ajoute la poussée toujours plus intense en faveur de la création d'un parti de la classe ouvrière. Cette volonté déjà présente du temps du PSD et qui a toujours fait des tentatives sans succès, est sans doute plus forte qu'elle ne le fut jamais. Les épouvantails du macarthysme sont passés de mode à la FTQ, ceux du catholicisme n'ont plus d'écho à la CSN, la Centrale des enseignants a laissé paraître dans certaines publications ses sympathies pour le marxisme plus fréquemment que les autres. D'autre part tout une série de groupes marxistes militent partout : Ligue Communiste Maoïste surtout, groupes trotskystes, plus proche de certains appareils, et de nombreuses autres tendances aux variations idéologiques sur un même thème. Mais tout cela ne fait pas un parti ouvrier. En un sens le fractionnement de ces tendances, leur radicalisme ou leur sectarisme font le jeu des grandes formations, puisqu'ils font obstacle à l'établissement d'une plate-forme capable d'attirer les Centrales et un nombre suffisant d'électeurs de la classe ouvrière.

Mais là ne sont pas les obstacles principaux. Les organisations syndicales aspirent, assurément, à soutenir un parti politique. Ce n'est pas leur rôle de le créer, mais on ne peut le faire sans elles.

9. Les obstacles actuels

[Retour à la table des matières](#)

Elles doivent faire face à une échéance prochaine très contraignante : le référendum sur l'indépendance que le gouvernement doit tenir au cours de sa première législature. On sait d'avance qu'il ne proposera pas une indépendance immédiate, ni totale. C'est de souveraineté-association que l'on parle. Tout simplement on veut établir un nouveau pacte entre les deux nations fondatrices, mais la question même qui sera posée lors du référendum peut aller d'une formulation très précise, à une formulation très vague. Rien n'empêche le gouvernement fédéral d'organiser de son côté un autre référendum posant la question en d'autres termes. La probabilité est grande cependant que les organisations syndicales soient amenées à se montrer plutôt favorables à l'option que préconisera le gouvernement du Québec. Si d'autre part celui-ci n'obtenait qu'un faible score lors du référendum, il perdrait sans doute les élections qui s'en suivraient et le parti libéral reprendrait le gouvernement en main. Si tel était le cas les chances de voir apparaître un parti socialiste augmenteraient à moins que le Parti québécois ne soit pris en main par son aile gauche. Dans ces deux hypothèses l'appui des Centrales serait sans doute inconditionnellement assuré. Mais les possibilités de régler la question nationale par voie parlementaire n'auraient guère progressé.

Les obstacles à la formation d'un parti socialiste ne résident pas seulement dans cette conjoncture indépendantiste telle qu'elle est incarnée par le P.Q. Une des conditions fondamentales de la réussite d'un projet socialiste dans le cadre des démocraties parlementaires tient à un front commun politique des Centrales syndicales. La C.S.N. et la C.E.Q. sont déjà arrivées à établir un protocole d'unification des deux organisations. Leurs congrès en débattront prochainement. La FTQ. s'est tenue à l'écart, mais la FTQ n'est pas une centrale, c'est un bureau de coordination entre des fédérations jouissant d'une autonomie totale. Pour cette raison, il est difficilement concevable que le FTQ entre dans un tel processus. Mais il n'est pas du tout inconcevable que certaines de ses fédérations, ou certaines de ses conseils centraux, l'y poussent.

Si le PO emporte le référendum, il est bien évident que ses chances de succès électorale seront très grandes. Un gouvernement péquiste qui résoudrait la question nationale serait au pouvoir pour longtemps. Ce qui s'en suivrait est difficile à prédire. Il serait fort de sa victoire, mais lourd de ses contradictions.

Un autre aspect des chances d'un parti socialiste, dont on ne parle jamais à gauche est celui du financement d'une organisation politique et plus encore d'une campagne électorale. Le gouvernement actuel se propose de faire passer une loi interdisant les contributions d'organismes quels qu'ils soient à une formation politique. Ceci vise le parti libéral et les appuis de l'industrie, du commerce et de la finance, mais vise aussi un parti socialiste qui souhaiterait recevoir une aide des syndicats. À vrai dire, les syndicats s'ils ont des fonds importants ne les consomment pas moins dans le système de négociation collective dont ils sont prisonniers et qui épuisent leurs caisses. Le coût d'une campagne électorale est de plusieurs millions de dollars. C'est une situation que n'ont pas connue les autres socialismes dans les pays développés.

10. Les chances profondes du socialisme au Québec

[Retour à la table des matières](#)

Mais les chances du socialisme restent cependant très fortes. Pour en revenir au point de départ de cet article, on pourrait presque dire que les raisons qui tirent obstacle au développement du socialisme aux États-Unis sont ici retournées. Il n'y a pas d'idéologie de la réussite individuelle protestante (du moins ce n'est pas enraciné) ; l'idéologie communautaire, base d'une idéologie socialiste est très forte. Elle s'appuie sur une société encore ethniquement et culturellement homogène et non sur des couches hétérogènes d'émigrants. Ce n'est pas un pays ayant devant lui un champ de croissance quasi illimité, c'est une ancienne colonie aux faibles moyens financiers mais aux richesses naturelles importantes ; de plus c'est une société connaissant un des taux si ce n'est le taux de chômage le plus élevé en Occident. Enfin et surtout c'est une société sans grande bourgeoisie capitaliste et, où par conséquent, le rôle de l'État est primordial.

Ainsi les obstacles au socialisme paraissent plus opératoires que fondamentaux. Parce que cette société, si elle persiste à vouloir conserver son identité, n'a guère d'autre chemin que l'exploitation, la gestion collective de ses richesses. C'est un effort énorme, mais dont on peut penser qu'il est entrepris depuis longtemps déjà et qui va se poursuivre dans des formes à inventer, et qui seront sans doute assez éloignées de celles du discours actuel de la gauche. C'est un défi qui se pose dans des conditions si complexes, si

trompeuses dans leur apparence, si difficiles en réalité que seule une mobilisation vraiment populaire peut le relever. C'est la tâche actuelle non d'un parti mais d'un mouvement socialiste.

Un autre aspect des chances d'un parti socialiste dont on ne parle jamais à gauche est celui du financement d'une organisation politique et plus encore d'une campagne électorale. Le gouvernement actuel se propose de faire passer une loi interdisant les contributions d'organismes quels qu'ils soient à une formation politique. Ceci vise le parti libéral et les appuis de l'industrie, du commerce et de la finance, mais vise aussi un parti socialiste qui souhaiterait recevoir une aide des syndicats. À vrai dire, les syndicats s'ils ont des fonds importants ne les consomment pas moins dans le système de négociation collective dont ils sont prisonniers et qui épuisent leurs caisses. Le coût d'une campagne électorale est de plusieurs millions de dollars. C'est une situation très difficile pour un mouvement socialiste naissant, situation que n'ont pas connue les autres socialismes dans les pays développés.

Mais les chances du socialisme restent cependant très fortes. Pour en revenir au point de départ de cet article, on pourrait presque dire que les raisons qui tirent obstacle au développement du socialisme aux États-Unis sont ici retournées. Il n'y a pas d'idéologie de la réussite individuelle protestante (du moins ce n'est pas enraciné) ; l'idéologie communautaire, base d'une idéologie socialiste est très forte. Elle s'appuie sur une société encore ethniquement et culturellement homogène et non sur des couches hétérogènes d'émigrants. Ce n'est pas un pays ayant devant lui un champ de croissance quasi illimité, c'est une ancienne colonie aux faibles moyens financiers mais aux richesses naturelles importantes ; de plus c'est une société connaissant un des taux si ce n'est le taux de chômage le plus élevé en Occident. Enfin et surtout c'est une société sans grande bourgeoisie capitaliste et, où par conséquent, le rôle de l'État est primordial.

Ainsi les obstacles au socialisme paraissent plus opératoires que fondamentaux. Parce que cette société, si elle persiste à vouloir conserver son identité, n'a guère d'autre chemin que l'exploitation, la gestion collective de ses richesses. C'est un effort énorme, mais dont on peut penser qu'il est entrepris depuis longtemps déjà et qui va se poursuivre dans des formes à inventer, et qui seront sans doute assez éloignées de celles du discours actuel de la gauche. C'est un défi qui se pose dans des conditions si complexes, si trompeuses dans leur apparence, si difficiles en réalité que seule une mobilisation vraiment populaire peut le relever. C'est la tâche actuelle non d'un parti mais d'un mouvement socialiste.

Fin.